

✘ **Les fidèles Britanniques ont eu droit à un énième camouflet de la part de leurs « cousins » d'outre-Atlantique, cette fois-ci sous la forme d'une [petite pique du porte-parole de la Maison Blanche](#) qui a publiquement pris ses distances avec les autorités du Royaume-Uni. En affirmant, sans rire, à propos de la destruction des disques durs du journal Guardian contenant les fuites sur les programmes de surveillance UK-US (Tempora/PRISM), qu'il « *est difficile d'imaginer un scénario dans lequel ce serait approprié* ». On se demande comment pourrait-on pousser plus loin l'humiliation (pour les Britanniques) et l'hypocrisie (de la part des Etats-Unis). Résumons : [les Américains contribuent au financement](#) des activités de surveillance UK, [en profitent à volonté](#), et taclent ensuite leur plus fiable serviteur au grand jour quand celui-ci essaie de sauver les meubles. Certes les autorités britanniques accumulent bavure sur bavure. N'empêche qu'à l'origine de leurs déboires il y a un effort UK-US collectif où Washington est le donneur d'ordre et les Britanniques font des pieds et des mains pour être le plus parfait des exécuteurs.**

Pour eux, c'est devenu une seconde nature. Comme l'avait fait remarquer Sir Rodric Braithwaite, ancien chef du Joint Intelligence Committee de sa Majesté, au sujet du Government Communications Headquarters, l'agence de renseignement électronique : « *Les États-Unis se débrouilleraient parfaitement bien sans l'apport du GCHQ. Le GCHQ, en revanche, est fortement tributaire de ce qu'il reçoit de Washington et ne vaudrait pas grand-chose sans lui* ». Peut-être ont-ils encore en mémoire l'épisode de la guerre des Malouines, où l'Amérique, dans un premier temps, n'avait pas partagé avec Londres les renseignements collectés par ses satellites, sous prétexte de mystérieux problèmes techniques. Lesquels furent résolus, comme par un coup de baguette magique, après l'échec, en Argentine, des diplomates des Etats-Unis. C'est bien ce sentiment de vulnérabilité, mêlé à un désir constant de plaire, qui ressort des documents divulgués dans l'affaire PRISM. D'après les journalistes qui les avaient consultés, ils seraient truffés de remarques traduisant la préoccupation principale des officiers de renseignement britanniques : sommes-nous assez utiles pour la NSA (l'Agence de sécurité nationale de l'Amérique) ? Pour illustration, ce rapport budgétaire déclarant que la GCHQ va dépenser son argent en fonction des demandes de la NSA et celles du gouvernement de Londres – exactement dans cet ordre. Ou encore l'argumentaire d'un responsable de la station d'écoute britannique au Chypre qui s'inquiète surtout que la situation de sous-effectif ne compromette « *nos engagements vers les Etats-Unis* ».

[Le séminaire gouvernemental « La France dans dix ans »](#) a été l'occasion de donner quelques indications quant à la politique économique que Paris voudrait voir mise en œuvre en Europe. D'abord un aveu en forme de constat, de la part du [Premier ministre Ayrault](#) : « *Mais l'Europe a ensuite abandonné son ambition. Son projet n'est plus lisible, n'est plus rassurant, n'est plus convaincant. En 2005, il y a eu ce rejet au [référendum sur la constitution de l'Europe](#). Le projet européen qui protège, le projet européen qui permet aux nations européennes de jouer leur rôle avec confiance dans la mondialisation doit être repris et la France, pays fondateur, prendra ses responsabilités pour de nouvelles initiatives* ». Dont acte. Mais lesquelles ? Là-dessus, [la ministre Nicole Bricq](#) devient plus confuse. D'un côté elle répète en bon élève le credo à la mode : la réussite du pays passe « *par la compétitivité qui protège plus sûrement que le repli et par l'ouverture acceptée et assumée* », en y ajoutant quand même que « *limitée à cette ouverture l'Europe ne peut garantir que des succès fragiles* ». La solution ? « *Une*

Europe ouverte, mais d'autant plus, en contrepoint, fort et solidaire ». Certes. Mais pour cela, il faudrait des partenaires. Or, la ministre est la première à admettre que la plupart des Etats membres (et encore, elle ne parle pas de la Commission) sont tenaillés par « *un prurit idéologique* » qui fait d'eux des « *adeptes de toujours ou convertis récents à une vision libérale du monde* ». C'est dans ce contexte qu'il faut mener, face aux Etats-Unis, les négociations. Pour la France, les accords de libre-échange avec l'Amérique « *doivent se fixer des objectifs de régulation autant que d'ouverture commerciale* » et « *doivent intégrer la dimension partenariale affichée dans leurs intitulés* ». Autrement dit, un tant soit peu de réciprocité. Or, toujours selon la ministre « *au sein de l'Union, nous sommes peu à porter ce message... d'où la nécessité d'une France capable d'entraîner* ». On peut toujours rêver. Mais il vaudrait peut-être mieux renouer avec ses capacités à résister.

A en juger par la photo prise à cette occasion, l'atmosphère fut plutôt cordiale au large de la Somalie, lors de [la rencontre entre les commandants de la force navale européenne ATALANTA](#) d'un côté et de la mission *Ocean Shield* de l'OTAN de l'autre, opérant dans une zone et sur une mission pratiquement identiques. Or si la coopération sur le terrain se passe effectivement de manière harmonieuse entre les deux, au niveau politique la coexistence de ces initiatives est le reflet d'une concurrence à peine cachée, et résulte de [la duplication, par l'Alliance](#), des efforts de l'UE. Tout comme ce fut le cas [en 2005 au Darfour](#) (là aussi, deux opérations simultanées avec souvent des participations croisées des Etats membres concernés), ou encore dans le domaine de la génération des forces (la Force de réaction de l'OTAN, ou NRF, est née directement en réponse au *Headline Goal* fixé par l'Union, de même que [l'initiative de transport aérien stratégique de l'Alliance](#) se veut une riposte au succès du [Commandement de transport aérien européen](#), EATC), sans parler de la reprise des concepts et l'élargissement des domaines de responsabilité (l'OTAN est elle-même devenue férue de la fameuse approche globale, et tente aussi d'affirmer sa compétence dans de plus en plus de secteurs, comme la lutte contre le terrorisme, l'approvisionnement énergétique ou la cybersécurité). Quoi qu'il en soit, la question de la pertinence de *Ocean Shield* ne tardera pas de se poser à nouveau, puisque son mandat arrive à terme en 2014. Reste à voir si la France en profitera-t-elle, [comme il y a deux ans](#), pour émettre des doutes sur la nécessité de s'engager, dans le cadre de l'Alliance atlantique, [dans des activités d'anti-piraterie](#).

[Une certaine idée de l'Europe](#)